

Le déclin français est-il réversible ?

Jacques de Larosière

Introduction

Le livre traite deux sujets :

- Les traits essentiels de notre déclin économique et financier
- La manière de redresser la barre

Je vais suivre ce plan

I. Les caractéristiques de notre déclin

J'ai choisi, parmi beaucoup d'autres éléments, 4 chapitres :

1.1 L'éducation nationale

Dans les classements de l'OCDE, notre pays se place au 28 -ème rang (moyenne inférieure de l'OCDE).

Les résultats concernant la compréhension du français écrit et la maîtrise des bases mathématiques sont alarmants et ne font que se dégrader depuis 2000.

Une étude nationale montre que parmi les élèves de 4eme ayant parcouru une scolarité normale :

- 53% d'entre eux ne maîtrisent pas les compétences élémentaires en français et
- 55% pour les mathématiques

Deux déficiences majeures dans notre système :

- La baisse de qualité des enseignants (leur moyenne en maths au CAPES va de 5 à 10/20
- Les aspects sociologiques (immigration, délitement des structures familiales, violence, quartiers, drogue...) dépassent les compétences du système officiel.

Solutions recommandées :

- Augmenter la qualité de nos professeurs en revalorisant leur fonction : un professeur agrégé est payé aujourd'hui comme l'était un instituteur d'autrefois.
- Une utilisation plus active des initiatives individuelles et caritatives qui, d'après l'expérience observée, arrivent mieux à intéresser les jeunes déboussolés.

Quant à notre système d'apprentissage, il s'avère particulièrement inefficace. La comparaison avec l'Allemagne est édifiante :

Il touche un million de jeunes contre 1,5 million en Allemagne. Mais il coûte 22 milliards en France contre 11 milliards en Allemagne.

1.2 La désindustrialisation

La trajectoire est désastreuse :

En 1995, notre industrie manufacturière représentait 17% de la valeur ajoutée. Aujourd'hui le chiffre est de 11%.

Nous avons perdu en 25 ans le tiers de notre industrie. Les conséquences de ce phénomène sont majeures :

- De par ses caractéristiques d'attraction (produits servant à l'industrie, recherche, innovation, capacité à être dans la concurrence internationale) l'industrie est un élément essentiel de la hausse du PIB par tête.
- Sans industrie, le pays s'appauvrit.
- Contrairement à ce que l'on nous dit, la hausse des services (notamment dans le secteur public) ne parvient pas à remplacer la perte industrielle car la qualité technologique des services s'avère très faible.
- Depuis 25 ans, le déclin de notre industrie a entraîné une baisse des effectifs de 2,5 millions de personnes. Elle a été un facteur important de la hausse du chômage.

Les remèdes :

Il faut permettre à nos entreprises de redevenir compétitives. Cela nécessite un allègement des charges fiscales qui pèsent sur elles (10% de plus qu'en Allemagne).

Il faut abolir le reste des impôts qui pèsent sur la production et qui sont une particularité française particulièrement nocive. Un pas a été fait par les autorités mais il reste insuffisant. C'est pour ces raisons qu'on ne peut être que circonspect sur les hausses d'impôts envisagées par le nouveau gouvernement et qui risquent fort de détériorer encore davantage la position des entreprises françaises sur le plan international.

1.3 La dépendance aux importations en provenance de l'étranger

Un déficit commercial peut être acceptable s'il est momentané ou provoqué par une hausse des importations énergétiques par exemple.

Mais en France le déficit commercial s'avère ininterrompu depuis 2004 et atteint 100 milliards par an.

Ce déficit est donc structurel. Il reflète :

- Une accélération de nos importations : exemple : les voitures étrangères représentaient, il y a 25 ans, 10% de notre consommation. Le chiffre est aujourd'hui de 50%.
- La croissance de nos importations et la baisse concomitante de nos exportations ont détruit 2,5 millions d'emplois entre 1975 et 2024.

La réponse des autorités à ce phénomène inquiétant a été : « on peut toujours emprunter pour financer ce que l'on est plus capable de produire et notamment les articles hauts de gamme ».

Cette détérioration de la balance commerciale est le résultat d'une politique économique systématiquement favorable au développement de la consommation intérieure et qui décourage l'investissement productif.

Cette politique nous entraîne à devenir un pays en voie de sous-développement.

1.4 Nos finances publiques sont hors de contrôle

C'est là un phénomène assez récent. En 2000, notre dette publique était autour de 50 à 60% du PIB ce qui était considéré comme compatible avec les règles de Maastricht. Mais en 2024, notre dette publique a pratiquement doublé pour atteindre 115% du PIB.

Le déficit public – qui ne devrait jamais dépasser le chiffre extrême de -3% - va sans doute atteindre le chiffre de 6% du PIB cette année.

Cet endettement inédit a été facilité par la politique monétaire constamment accommodante de la BCE qui s'est accompagnée de taux zéro en termes réels pendant 20 ans.

Ces taux zéro ont favorisé l'emprunt devenu sans coût ; ils ont désincité les réformes de structure puisque l'argent était gratuit pour les ministres des finances. Mais curieusement peut être, cette politique monétaire ultra accommodante n'a pas encouragé l'investissement. Au contraire.

L'absence de rémunération du risque a, en effet, poussé les épargnants à se détourner des projets longs et risqués (« trappe à liquidité » de Keynes) et à privilégier la sécurité en plaçant leur épargne dans des instruments à très court terme plutôt qu'à long terme puisque les faibles taux d'intérêt leur offrent des rendements insuffisants pour des risques plus élevés.

La préférence pour la liquidité a été corroborée par l'augmentation de la composante purement liquide des portefeuilles financiers des ménages et des sociétés non financières dans les principaux pays de la zone euro au cours des 20 dernières années.

De plus, l'écart croissant des taux d'intérêt entre la zone euro et d'autres régions, comme les États-Unis, a encouragé les investisseurs à allouer leur épargne vers des régions offrant de meilleurs rendements proportionnels au risque encouru.

Par ailleurs, en facilitant l'accès au crédit, la politique monétaire a faussé l'appréciation du risque (les taux d'intérêt ne jouant plus leur rôle discriminant étant déterminé de manière administrative par la banque centrale), conduisant à une mauvaise allocation du capital, comme le montre la survie d'entreprises faibles et moins productives, c'est-à-dire d'entreprises dont la rentabilité est si faible qu'elles ne seraient pas viables si les taux d'intérêt étaient plus élevés (« entreprises zombies »).

L'abondante création monétaire a aussi massivement augmenté les valorisations des marchés, stimulé les bulles d'actifs et accru les inégalités de patrimoine.

Enfin cette création monétaire incontrôlée a relancé dès 2021 l'inflation ce qui a conduit les banques centrales à remonter les taux d'intérêt (hommage du vice à la vertu).

La gravité de la situation de nos finances publiques est la suivante :

- Quand les taux d'intérêt augmentent, comme ils l'ont fait depuis 2021 avec le retour de l'inflation, le coût du service de la dette devient d'autant plus élevé que la masse d'endettement public est étendue. Ainsi, le coût annuel du service de la dette est passé de 34 milliards d'euros en 2022 à, sans doute, 50 milliards en 2024 et pourrait atteindre, à politique inchangée, 70 milliards en 2027.
- Aujourd'hui, en 2024, pour donner une idée, notre charge de la dette publique dépasse le budget de la défense nationale.
- Le problème intergénérationnel s'aggrave avec la croissance de la dette publique : nous empruntons chaque année pour servir notre dette. L'essentiel de ces emprunts sert à financer des dépenses courantes par définition improductives. La nouvelle dette accumulée pour permettre de « rouler » l'ancienne ne donnera pas lieu à investissement productif. Cette façon de reporter les problèmes non traités aujourd'hui sur les générations futures est un défi à toute stratégie d'avenir.
- Enfin la manœuvrabilité de notre budget est pratiquement nulle. L'essentiel des dépenses est religieusement reporté sur l'avenir sous le prétexte que ces dépenses ont déjà été votées (« services votés »). Un véritable budget voudrait que l'on réexamine chaque année la légitimité et l'efficacité des dépenses. Le gouvernement devrait demander à la Cour des Comptes, remarquable outil d'audit, d'analyser ligne à ligne, chaque chapitre des budgets ministériels pour détecter les strates accumulées dans le temps et dont certaines ne sont plus justifiées.
C'est la technique scandinave qui consiste à ce que chaque année on se pose la question : « Si le pays commençait demain, reprendrait on le chiffre précédent ? ». La réponse est le plus souvent négative.

Au total, nous souffrons d'un excès de dépenses publiques. Ces dépenses avoisinent 60% de notre PIB alors que la moyenne européenne est de 50%. Cet écart de 10 points de PIB est le mal le plus profond qui caractérise notre situation budgétaire. Cet écart énorme - 10 points de PIB – mine la productivité et la compétitivité des entreprises françaises et explique l'essentiel de notre déclin. Il est donc absolument central de réduire cet excès de dépenses publiques.

II. Comment redresser la situation ?

Il faut essentiellement faire deux choses, qui sont possibles.

a. Remettre le budget en ordre

Cela a l'air technique et donc peu intéressant mais c'est un point central car l'excès de dépenses publiques n'est pas qu'une donnée comptable ; il se traduit par une

absorption immodérée de ressources en faveur de la consommation immédiate. Ce faisant, ces ressources ne vont pas à l'investissement productif qui est la condition du développement à long terme, des gains de productivité et de la prospérité de nos petits-enfants.

Pour faire simple, il faut résorber l'écart incongru de 10% de PIB avec nos voisins européens en matière de dépenses publiques. Cela représente approximativement 200 milliards d'euros.

Est-il possible de réduire nos dépenses budgétaires, disons en une dizaine d'années ?

La réponse des gens qui ne veulent rien changer (malheureusement nos dirigeants) est que c'est impossible car cela mettrait à mal immédiatement notre système de protection sociale et entraînerait aussi une récession économique.

Tel est le chantage gouvernemental dont on nous menace : réformer le budget en profondeur, c'est provoquer la révolution.

J'ai voulu déterminer si ce chantage était justifié. Je me suis demandé si on pouvait effectuer cette économie de 200 milliards d'euros sans toucher à notre système de protection sociale.

L'analyse que j'ai conduite montre qu'il est possible de réaliser l'économie envisagée sans toucher notre système social. La réduction de notre fonction publique serait un élément essentiel de ces économies (75 milliards d'économies possibles sur les fonctionnaires sur les 200 milliards).

Quand on voit que l'Allemagne qui a 15 millions d'habitants de plus que nous a un million de moins de fonctionnaires, il est du devoir de tout dirigeant qui se prétend démocrate de regarder cette équation. En ne remplaçant pas le départ de tous les fonctionnaires à la retraite (par exemple la moitié), on pourrait parvenir à une situation plus normale. On me dira que cette baisse graduelle sur 10 ans du nombre de fonctionnaires serait créatrice de chômage et de récession.

Quand on examine les faits, on voit qu'il n'en est rien. Tout au contraire.

Le fait de libérer 200 milliards en 10 ans de dépenses peu productives et de les consacrer à l'investissement aura trois effets :

- Augmenter notre capacité productive qui ne fait que de se rétrécir depuis 20 ans

- Augmenter l'emploi

- Libérer l'épargne de précaution en la canalisant vers l'investissement productif

En somme, il s'agit de savoir si, en ne changeant rien, en continuant d'emprunter de façon illimitée, en conservant une fonction publique dont tout indique qu'elle est en sureffectif, on va améliorer l'avenir de l'économie française.

La réponse est évidemment non. La politique qui a conduit à notre déclin nous mènera encore plus bas dans l'abîme.

2.2 Changer de paradigme

C'est contre cet immobilisme, contre le conservatisme apeuré qui interdit tout changement que je m'élève.

Il faut changer le paradigme sur lequel nous vivons depuis 25 ans en dégradant notre position internationale année après année.

Mon langage est simple. Si l'on veut encore aggraver la trajectoire du déclin, il ne faut rien changer. Nous irons jusqu'au fond de la faillite. Mais si nous voulons, alors qu'il en est encore temps, redresser la barre, il faut changer.

Il faut redonner son importance au temps de travail. Il faut rémunérer l'épargne en fonction de l'offre et de la demande sur le marché financier, il faut réorienter les dépenses les moins utiles vers l'investissement productif à long terme.

Cela ne demande pas un effort excessif (le programme que j'esquisse réduirait la dépense publique de moins de 1% du PIB par an). Toute une série de pays l'ont fait en dépassant cette norme (Suède, Canada, Espagne, Portugal).

C'est possible, c'est indispensable. Il faut abandonner le déni dans lequel nous vivons depuis des années. Il faut reconnaître la réalité des faits et s'adapter en conséquence.

Des hommes comme Draghi préconisent que les gains de productivité que tout le monde appelle de ses vœux soient rendus possible par des financements européens ; en somme ce que l'on n'a pas été capable de faire en empruntant nationalement pour payer les fins de mois, on y arriverait en empruntant avec l'aval de l'Europe.

Ce que les promoteurs de cette conception oublient, c'est que le problème n'est pas d'emprunter un peu plus, il est de trouver des nouveaux projets et des projets que les entreprises rendues plus compétitives soient capable de réaliser.

Le paradoxe de l'Europe c'est qu'elle a des excédents d'épargne qu'elle investit aux Etats - Unis et non en Europe ce qui serait logique. Donc il ne s'agit pas d'ajouter une tranche d'emprunts européens pour changer la donne. Il faut que les Etats Membres se renforcent, se rendent moins addictes à la dépense publique et soient à même de prospérer et d'utiliser leur capacité d'épargne. Encore faut-il que les taux d'intérêt ne soient pas inférieurs aux taux américains ce qu'ils sont.

&&

&

Ce que je propose demande une volonté, un peu de vision et de la détermination. Cela n'est en rien un programme d'austérité. C'est un programme qui passe de la consommation immédiate à l'investissement d'avenir. C'est la différence entre la résignation et l'espoir.

Novembre 2024